



Examen d'aptitude professionnelle pour l'accès au grade principal
des infirmiers et techniciens de santé
session du 22 décembre 2024

Cadre : Infirmiers

Durée : 02h00
Coefficient : 2

1^{re} épreuve

Instructions pour répondre sur la grille de réponses

- La grille de réponse est unique (il n'est distribué qu'une seule grille de réponse par candidat) ;
- Pour répondre aux 30 questions, cocher la grille de réponses la case correspondante à la ou les bonnes réponses, en mettant une croix ;
- Utiliser un stylo à bille bleu ou noir ;
- Ne pas utiliser de correcteur (blanco).

Cochez-la ou les bonnes réponses

1. Parmi ces propositions, lesquelles sont considérées comme des principes de soins :
 - A. La bienfaisance
 - B. La non-malfaisance
 - C. L'autonomie
 - D. La justice
2. Une épidémie entraîne une pénurie de vaccins. Vous devez choisir entre vacciner une population âgée à risque de complications ou une population plus jeune susceptible de transmettre la maladie. Quel dilemme éthique soulevez-vous ?
 - A. Utilitarisme versus Équité
 - B. Autonomie versus Bienfaisance
 - C. Justice distributive versus Justice sociale
 - D. Non-malfaisance versus Bienfaisance
3. Lors d'une pénurie de médicaments essentiels, quel critère devrait prioritairement guider votre décision d'allocation ?
 - A. L'âge du patient
 - B. La gravité de la pathologie
 - C. L'ancienneté du patient dans l'établissement
 - D. Les capacités financières du patient
4. Vous constatez qu'un de vos collègues commet régulièrement des erreurs dans l'administration des médicaments. L'attitude la plus professionnelle à adopter est :
 - A. En parler directement à votre collègue pour l'avertir du danger.
 - B. En informer votre supérieur hiérarchique sans en parler à votre collègue.
 - C. Ignorer les faits pour préserver la cohésion de l'équipe.
 - D. Signaler votre collègue au supérieur
5. Le consentement éclairé est :
 - A. Un accord écrit du patient pour recevoir des soins.
 - B. La capacité du patient à comprendre les informations et à prendre une décision.
 - C. L'obligation pour le professionnel de santé de prescrire tous les traitements possibles.
 - D. L'autorisation donnée par la famille du patient en cas d'incapacité.
6. La culture de sécurité au sein d'une organisation, est :
 - A. Un ensemble de règles à suivre.
 - B. Un état d'esprit qui valorise la prévention des risques et la sécurité de tous.
 - C. Une démarche qualité spécifique à certains secteurs d'activité.
 - D. Un système de sanctions pour les non-conformités.
7. Quels sont les piliers fondamentaux d'une culture de sécurité solide ?
 - A. La communication, la formation et l'évaluation.
 - B. La hiérarchie, la discipline et le contrôle.
 - C. La productivité, la rentabilité et la compétitivité.
 - D. La technologie, l'innovation et l'automatisation.
8. Un événement indésirable (EI) est :
 - A. Un incident mineur sans conséquence.
 - B. Un accident grave ayant entraîné des blessés.
 - C. Tout événement non désiré qui interrompt une activité prévue ou entraîne des conséquences négatives.
 - D. Un événement prévu dans le plan de prévention



9. Quelle est l'importance de l'analyse des événements indésirables ?
 - A. Pour identifier les responsables.
 - B. Pour mettre en place des mesures correctives et préventives.
 - C. Pour satisfaire les exigences légales.
 - D. Pour établir un classement du personnel par niveau de risque.
10. Un indicateur de la qualité de la culture de sécurité est :
 - A. Le nombre d'accidents graves.
 - B. Le taux de productivité.
 - C. Le nombre de suggestions faites par le personnel pour améliorer la sécurité.
 - D. Le niveau de stress du personnel
11. Parmi les actes suivants, lesquels peuvent engager la responsabilité pénale d'un infirmier ?
 - A. Une erreur d'administration de médicaments entraînant un décès.
 - B. Un retard dans la prise en charge d'un patient en détresse.
 - C. Un refus de soigner un patient en raison de ses opinions politiques.
 - D. Une atteinte à l'intimité d'un patient en diffusant des informations médicales sans son consentement.
12. Quel est l'intérêt d'utiliser des indicateurs épidémiologiques en santé publique ?
 - A. Evaluer l'impact des interventions de santé.
 - B. Identifier les groupes de population à risque.
 - C. Comparer la situation sanitaire entre différents pays.
 - D. Orienter les politiques de santé publique.
13. Parmi les limites suivantes, lesquelles sont associées à l'utilisation des indicateurs épidémiologiques ?
 - A. La qualité des données collectées.
 - B. La complexité des calculs statistiques.
 - C. La variabilité des définitions utilisées.
 - D. Le coût élevé des systèmes de surveillance.
14. Quels sont les principaux modes de financement du système de santé ?
 - A. La contribution des patients
 - B. Les impôts
 - C. Les cotisations sociales
 - D. Les bénéfices des établissements de santé
15. Quels sont les enjeux majeurs de l'économie de la santé aujourd'hui ?
 - A. Le vieillissement de la population
 - B. La hausse des coûts des nouvelles technologies médicales
 - C. La prévention des maladies chroniques
 - D. La pénurie en personnel
16. La Haute Autorité de la Santé est créée par :
 - A. La loi n° 07.22 publiée au bulletin officiel le 04 décembre 2022
 - B. La loi n° 08.22 publiée au bulletin officiel le 04 décembre 2022
 - C. La loi n° 07.22 publiée au bulletin officiel le 04 décembre 2023
 - D. La loi n° 08.22 publiée au bulletin officiel le 04 décembre 2023
17. Parmi les attributions de la Haute Autorité de la Santé, on trouve :
 - A. L'élaboration des guides et des référentiels relatifs à la formation continue des professionnels de la santé
 - B. L'évaluation de la qualité des services fournis par le secteur public uniquement
 - C. Le suivi, l'analyse et l'évaluation des données épidémiologiques
 - D. L'accréditation des établissements de santé relevant du secteur public uniquement
18. Selon la loi-cadre n° 06.22 relative au système national de santé, parmi les objectifs de l'intervention de l'Etat en matière de santé, on cite :
 - A. Associer la territorialisation de l'offre de soins dans le secteur public et améliorer sa gouvernance à travers la création des groupements sanitaires territoriaux
 - B. Développer et perfectionner les moyens de détection et de prévention du cancer
 - C. Garantir une répartition équilibrée et équitable de l'offre de soins sur l'ensemble du territoire national
 - D. Valoriser et mettre à niveau les ressources humaines travaillant dans le domaine de la santé à travers la mise en place d'une fonction sanitaire
19. Parmi les organes de gestion et de gouvernance qui s'inscrit dans le cadre de la loi-cadre n° 06.22, on trouve :
 - A. La Haute Autorité de la Santé
 - B. Les Groupements Sanitaires Territoriaux
 - C. L'Agence Marocaine des Médicaments et des Produits de Santé
 - D. L'Agence Marocaine du Sang et de ses dérivés
20. D'après la loi-cadre n° 06.22, l'organisation et la gestion des établissements de santé doivent obéir :
 - A. Aux normes de sécurité des usagers et des personnes qui y travaillent
 - B. Aux normes de sécurité des infrastructures et des dispositifs médicaux
 - C. Aux normes de sécurité des installations et des équipements
 - D. Aux règles d'hygiène, de salubrité et de bonne pratique clinique

21. D'après la loi-cadre n° 06.22, les établissements de santé comprennent :
- A. L'ensemble des institutions, des organismes, des actions et des ressources y affectées intervenant dans le domaine de la santé aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé
 - B. Les divers établissements, quel qu'en soit le régime juridique, organisés dans le but de contribuer à l'offre de soins
 - C. L'ensemble des structures intervenant directement dans l'offre des prestations de santé
 - D. Toutes les propositions sont fausses
22. Selon la loi-cadre n° 06.22, la refonte du système national de santé est basée sur 8 principes directeurs, parmi lesquels on note :
- A. La mutualisation des ressources
 - B. L'engagement et la responsabilisation de l'ensemble des acteurs
 - C. La bonne gouvernance
 - D. La gestion axée sur les résultats et la reddition des comptes
23. En vue d'assurer l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins, la loi-cadre n° 06.22 prévoit d'instituer :
- A. Un système d'accréditation qui vise à porter une évaluation objective de la qualité des prestations des établissements de santé
 - B. Un système d'accréditation des établissements de santé
 - C. Un système d'accréditation des établissements de santé sur la base d'indicateurs, de critères et de référentiels nationaux établis par la Haute Autorité de la Santé
 - D. Toutes les propositions sont fausses
24. D'après la loi n° 08.22, les Groupements Sanitaires Territoriaux (GST) :
- A. Sont des Services Publics Gérés de Manière Autonome
 - B. Sont des établissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière
 - C. Sont composés des établissements sanitaires relevant du secteur public et privé
 - D. Ont pour mission la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans le domaine de la santé au niveau régional
25. Selon la loi n° 08.22, parmi les missions des GST dans le domaine de l'offre de soins, on cite :
- A. Elaboration et mise à jour de la carte sanitaire régionale
 - B. Garantir la formation continue au profit des professionnels de la santé
 - C. Elaboration du Schéma Régional de l'offre de soins selon les spécificités de chaque région
 - D. Elaboration et mise en œuvre du Programme Médical Régional
26. Selon la loi n° 08.22, parmi les missions des GST dans le domaine de la santé publique, on trouve :
- A. Promotion de la santé, prévention et sécurité sanitaire
 - B. Création de nouveaux établissements sanitaires
 - C. Organisation et contrôle médical des urgences hospitalières
 - D. Garantir l'éducation sanitaire au profit des usagers et encourager l'éducation thérapeutique
27. Selon la loi-cadre n° 09.21 relative à la protection sociale, parmi les principes sur lesquels se base la généralisation de la protection sociale, on note :
- A. Le principe de mutualisation des ressources
 - B. Le principe de bonne gouvernance
 - C. Le principe de solidarité
 - D. Le principe d'égalité d'accès
28. D'après la loi-cadre n° 09.21, la protection sociale englobe :
- A. La protection contre les risques liés au vieillissement
 - B. La protection contre les risques de maladie
 - C. La protection contre les risques de santé imprévisibles
 - D. La protection contre les risques liés à l'enfance
29. En vertu de la loi n° 10.22, parmi les attributions de l'Agence Marocaine des Médicaments et des Produits de Santé, on trouve :
- A. Veiller à la fixation et le contrôle des prix des médicaments et des produits de santé
 - B. Contribuer au développement du secteur de l'industrie des médicaments et des produits de santé
 - C. Veiller sur l'organisation et le contrôle du secteur des médicaments et des produits de santé
 - D. Aucune proposition n'est correcte
30. D'après la loi n° 11.22, parmi les missions de l'Agence Marocaine du Sang et de ses dérivés :
- A. Superviser l'évolution du stock national de sang et de ses dérivés
 - B. Participer à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique nationale du sang
 - C. Veiller à l'évaluation de la politique nationale du sang
 - D. Autoriser la constitution de réserves de sang et de produits sanguins à durée de vie courte au sein des établissements de santé